

N° 5213<sup>2</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

## PROJET DE LOI

ayant pour objet d'augmenter le taux de compétence en premier et dernier ressort des justices de paix et de modifier certaines dispositions:

- du Nouveau Code de procédure civile;
- de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation;
- du Code d'instruction criminelle;
- de la loi modifiée du 14 février 1955 portant modification et coordination des dispositions légales et réglementaires en matière de baux à loyer;
- de la loi modifiée du 21 avril 1908 concernant les vices rédhibitoires des animaux domestiques;
- de la loi modifiée du 10 juin 1898 concernant les dégâts accidentels causés à la propriété superficielle par les travaux d'exploitation des mines, minières et carrières;
- de la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique

\* \* \*

## AMENDEMENTS ADOPTES PAR LA COMMISSION JURIDIQUE

DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES  
AU PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT

(8.4.2004)

Monsieur le Président,

Me référant à l'article 19 (2) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat, j'ai l'honneur de vous soumettre ci-après deux amendements au projet de loi sous rubrique que vient d'adopter la Commission juridique:

*1. Amendement à l'article Ier, sub a), b), c), d) et e), et à l'article IV, sub a), b) et c)*

Après avoir examiné tant l'argumentation des auteurs du projet que celle du Conseil d'Etat au sujet du relèvement du taux de compétence en premier et dernier ressort des justices de paix, la commission s'est finalement prononcée en faveur d'un taux de 1.500 euros, qui remplacera ainsi le taux de 2.500 euros prévu aux points précités.

*2. Amendement tendant à ajouter à l'article Ier un point h) nouveau*

Il est ajouté un point h) nouveau libellé comme suit:

*„h) L'article 183 du Nouveau Code de procédure civile est libellé comme suit:*

*„Seront communiquées au procureur d'Etat les causes suivantes:*

- 1) celles qui concernent l'état des personnes, à l'exception des causes de divorce et de séparation de corps, et celles qui sont relatives à l'organisation de la tutelle des mineurs, à*

*l'ouverture, à la modification ou à la mainlevée des tutelles ou curatelles des majeurs ainsi qu'à la sauvegarde de justice;*

*2) les règlements de juge, les récusations et renvois;*

*3) les prises à partie;*

*4) les causes concernant ou intéressant les personnes présumées absentes.*

*Le procureur d'Etat pourra néanmoins prendre communication de toutes les autres causes dans lesquelles il croira son ministère nécessaire, le tribunal devra même, si l'ordre public est concerné, l'ordonner d'office. Si la cause est communiquée, le procureur d'Etat fait connaître ses conclusions soit oralement à l'audience soit par écrit au tribunal, les conclusions écrites étant communiquées aux parties avant l'ordonnance de clôture visée par les articles 223 et suivants.* “ “

\*

## EXPOSE DES MOTIFS

Il a été constaté tout au long des années que l'application de l'article 183 du Nouveau code de procédure civile, en raison de la masse des affaires qui sont communiquées ou communicables au Parquet, ne rend plus compte de la ratio legis de la disposition qui consistait à protéger l'intérêt public dans certaines affaires.

L'application de cette disposition est devenue une pure formalité dénuée de toute utilité effective. Depuis un arrêt du 29 juin 1999 de la Cour d'appel, septième chambre, il a été retenu que l'intervention du Ministère public, par voie de conclusions orales, est requise sous peine de nullité. Ceci implique que la présence du Parquet doit être assurée auprès des chambres civiles et commerciales des tribunaux d'arrondissement, ce qui dépasse de loin les effectifs du Parquet et en raison de la masse d'affaires communiquées au Parquet, celui-ci n'est plus réellement en mesure de prendre des conclusions pertinentes quand il le faut.

Dans le projet de loi 5155 portant réforme du divorce, le gouvernement a proposé de supprimer à l'article 183 la communication obligatoire au ministère public des causes de divorce et de séparation de corps. Cette proposition était plus restreinte que la présente modification suggérée.

Le Conseil d'Etat, dans son avis récent du 16 mars 2004 sur le projet de loi No 5155, reconnaît que la communication systématique des causes de divorce et de séparation de corps est exagérée et comporte le risque de voir dégénérer l'intervention du Parquet en une pure formalité. Il souligne qu'il est pourtant important que le procureur d'Etat puisse effectivement faire une instruction dans les dossiers plus critiques sans pour autant devoir assister personnellement aux audiences.

Le Conseil d'Etat est donc d'avis qu'une adaptation de l'actuel article 183 NCPC devient nécessaire afin d'éviter que la présence du Parquet soit systématiquement requise.

C'est pour répondre à ce besoin que la présente proposition de reformulation de l'article 183 du NCPC est faite, en accord avec les autorités judiciaires.

Il est proposé d'adapter l'article 183 afin de lui rendre une utilité effective.

Ainsi, en ce qui concerne le premier alinéa, la différence avec le texte actuel se situe au niveau des causes. Les causes qui concernent l'Etat, le domaine, les communes, les établissements publics, les dons et legs au profit des pauvres (premier point) ont été supprimées, puisqu'il a été indiqué que ces causes ne justifient pas systématiquement la présence du Parquet.

La notion de l'ordre public est maintenue dans le texte réformé, ceci en tant qu'obligation de communication, afin qu'une instruction puisse toujours être faite dans des dossiers critiques.

Par ailleurs il est proposé de remplacer le mot „avis“ par „conclusions“ et de préciser le moment de la connaissance des conclusions, c'est-à-dire avant l'ordonnance de clôture de la procédure de la mise en état, s'il y a lieu.

\*

Au nom de la Commission juridique je vous saurais gré de bien vouloir faire aviser par le Conseil d'Etat, dans les meilleurs délais, les amendements ci-dessus.

J'envoie copie de la présente, pour information, au Ministre de la Justice et au Ministre aux Relations avec le Parlement.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Jean SPAUTZ

*Président de la Chambre des Députés*

